



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA THULLIEZ

55 rue Montaigu
80300 Senlis-Le-Sec

Références : 2024-E20187
Code AIOT : 0005104680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement SCEA THULLIEZ implanté Pré Manset ZE n° 11 80300 Senlis-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA THULLIEZ
- Pré Manset ZE n° 11 80300 Senlis-le-Sec
- Code AIOT : 0005104680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. Thulliez exploite une carrière de craie, autorisée au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par arrêté préfectoral en date du 9 février 2004, pour une durée de 30 ans. La carrière est exploitée environ 10 jours par sur la période du mois de

septembre. Ne possédant pas de moyens d'extraction, M. Thulliez fait appel à une entreprise extérieure, la société CABC, elle-même exploitante de plusieurs carrières de craie.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Circulation dans la carrière	Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
2	Extincteurs véhicule	Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 15 et 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Valeurs maximales en limites de propriété	Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 24	Demande d'action corrective	12 mois
4	Plan de situation	Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Registre	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 18.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non conformités à enjeux modérés ont été constatées lors de la visite d'inspection et des justificatifs sont demandés à l'exploitant. En l'absence de transmission de ces justificatifs dans les délais accordés, l'inspection pourra proposer une mise en demeure sur ces points à l'autorité préfectorale.

Au vu de la situation géographique du site, de la faible activité de l'installation et de l'absence de plainte, l'inspection des installations classées accorde un délai de 12 mois à l'exploitant afin de réaliser une mesure de bruit lors de la prochaine période d'extraction de la carrière (septembre 2025).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation dans la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans la carrière
Prescription contrôlée :

Un plan de circulation est établi et actualisé de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...). La signalisation est celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Le plan de circulation à jour est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Des dispositions appropriées sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques ne puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, la carrière n'était pas en activité. D'après l'exploitant, aucun véhicule ne stationne sur le site.

L'accès du site était dégagé pour les services de secours.

Non conformité : le site ne dispose pas de plan de circulation ni de signalisation sur le site. Aucune disposition n'est prise pour éviter que les engins ne puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir un plan de circulation du site et mettre en place une signalisation, notamment afin d'éviter que les engins ne puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Ces informations devront être portées à la connaissance de la société CABC et des ouvriers intervenant sur le chantier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Extincteurs véhicule

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 15 et 21

Thème(s) : Risques accidentels, Engins et véhicules

Prescription contrôlée :

Article 15 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2004 :

<p>Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Article 21 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2004 :</p> <p>[...] Les engins d'exploitation sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie, constitués par des extincteurs adaptés aux risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité : l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer si les engins d'exploitation, appartenant à la société CABC, sont équipés d'extincteurs adaptés aux risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Valeurs maximales en limites de propriété

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 24</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Valeurs maximales en limites de propriété</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatives aux bruits aériens émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux de carrières sont applicables à l'exploitation. Étant donné les jours de fonctionnement et les horaires d'ouverture de la carrière, détaillés à l'article 1er du présent arrêté, le niveau sonore en limite de zone d'exploitation autorisée ne peut dépasser 70 dB(A).</p> <p>De plus, les bruits émis par l'activité du chantier ne doivent pas être à l'origine dans les locaux ou propriétés habités par des tiers, de même qu'en tout point extérieur de ces locaux (cour, jardin), ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées, d'une émergence sonore supérieure à 5 dB(A) pour la période d'activité fixée à l'article 1er du présent arrêté; l'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt, selon les dispositions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site est en activité 10 jours par an sur la période du mois de septembre. L'installation se situe à environ 200 mètres de la première habitation et ne fait pas l'objet de plainte.</p>

Non conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre de rapport de contrôle des niveaux sonores de son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera un contrôle des niveaux sonores de son site en cours d'exploitation conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et transmettra le rapport de mesures à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Plan de situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 30
Thème(s) : Situation administrative, Plan de situation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 500ème. Sur ce plan sont reportés : => les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, => les bords de la fouille, => les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, => les zones remise en état, => la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Une copie en deux exemplaires est adressée à l'inspecteur des installations classées à chaque mise à jour.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan de situation du site daté de 2015. Le document contient l'ensemble des informations demandées par l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2004. Non conformité : le plan de situation des installations n'est pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, la mise à jour du plan de situation de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de carrière
Prescription contrôlée : <p>III. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
Constats : <p>Compte tenu de la topographie et de l'organisation du site, l'exploitant souhaite réaliser le remblayage de la carrière au moment de la remise en état.</p> <p>A ce stade de l'activité, l'exploitant n'a pas prévu d'utiliser des déchets extérieurs pour réaliser le remblayage du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : <p>I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que le ravitaillement et l'entretien des engins (concasseur mobiles, pelle et tracteurs) ne sont pas effectués sur le site.</p>

Les constats réalisés ne remettent pas en cause cette déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite